

Une politique, une philosophie du desexil de l'exil.

Témoignage de mon expérience

Louisa Diaz

Historienne – Historienne des religions

Enseignante de culture générale et d'histoire

Comité de rédaction à la Revue des Cèdres

Membre de l'association Stop5G

Résumé

Le témoignage suivant porte sur mon expérience en tant qu'enseignante dans des structures professionnelles, et plus particulièrement en classes AFP. Ces formations aboutissent à une attestation de formation professionnelle permettant aux jeunes de s'intégrer professionnellement. Ces dernières années ont vu la composition de ces groupes changer et intégrer une population de plus en plus importante issue des migrations. La présente rédaction interroge donc la responsabilité du mode de vie occidental, et la met en lien avec la question des flux migratoires, de l'intégration et du rôle de l'Etat, au travers du prisme empirique de notre quotidien.

Témoignage

Enseignante depuis plus de quinze ans en milieu professionnel, j'ai eu l'occasion d'observer de profonds changements dans la composition des groupes d'étudiants, en particulier dans les classes de culture générale de niveau AFP (attestation de formation professionnelle). Pour rappel, cette attestation fédérale est majoritairement obtenue par des étudiants rencontrant des problématiques de ruptures scolaires, problèmes familiaux ou de dépendances... puis de type DYS (dysorthographe, dyspraxie, dyscalculie, etc.), allophonie, des situations de handicap ou vivant des parcours liés à la migration. Des « cabossés de la vie », nous assistons à une transition vers les « cassés par la vie ».

Aussi, ces effectifs hétéroclites sont souvent représentatifs de la situation migratoire de notre pays. Polaroid pris à l'instant T, il ne peut raconter que l'histoire qu'il a capturée, dans sa spécificité.

Malgré les particularismes actuels, une tendance s'est à mes yeux installée durant ces dernières années.

Les *segundos* d'origine lusitanienne ou balkanique ont peu à peu cédé la place à de nouveaux profils. Principalement Erythréens, mais aussi Afghans ou Syriens, ou même Sub-sahariens et

Sud-américains, ces jeunes (et moins jeunes !) personnes transforment profondément ma pratique enseignante et les ambiances de groupe-classe, et donnent corps à un enseignement définitivement différencié.

Essai d'explication : les *segundos*, nés en Suisse la plupart du temps, transportent avec eux les éventuels traumas de leurs parents, les mythes familiaux (et/ou les « mythes du retour » en particulier, souvent déçus quand ils choisissent de tenter l'expérience), une langue maternelle, une spiritualité, des codes et des rites avec lesquels ils doivent composer et faire leur place dans une société qui aurait tendance à vouloir lisser ou cacher des spécificités perçues comme exotiques, voire parfois comme dangereuses.

Ces jeunes ne souhaitent pas nécessairement un retour au pays, où ils n'ont pas forcément grandi. Conscients des difficultés économiques et politiques que leur lieu d'origine contient, ils craignent également que leur réadaptation ne se fasse qu'au prix d'efforts émotionnels conséquents, comme c'est d'ailleurs aussi le cas pour leurs parents :

« Tout d'abord, en dehors des retours forcés, il est vrai que les personnes qui décident, de manière individuelle et en leur "âme et conscience" - c'est-à-dire de façon volontaire -, de rentrer dans leur pays d'origine après plusieurs années passées dans un pays tiers (le "pays d'accueil") ne sont pas légion. Toutes les enquêtes montrent en effet que malgré moult difficultés rencontrées dans le pays d'accueil, les personnes rechignent à "rentrer au pays" tant elles craignent le coût symbolique d'une nouvelle réadaptation »¹.

Par ailleurs, avec l'essor des compagnies low-cost et la communication via les outils numériques, les jeunes se sentent symboliquement moins éloignés et coupés de leurs racines parentales.

Il reste néanmoins difficile de se construire une identité au travers de deux prismes culturels parfois éloignés, quand la pression sociale (et parfois politique) condamne ouvertement l'une de ces composantes.

Par exemple le Ramadan, pas nécessairement pratiqué dans un respect absolu de ses règles (fumée, sodas, etc.) est un moment qui peut sembler particulièrement difficile pour certains : entre une éventuelle pression familiale, et une stigmatisation professionnelle et sociale, ces adolescent.e.s et jeunes adultes font face à des visions souvent absolutistes, voir dichotomiques, et doivent faire l'expérience de la composition, de la re-création d'une culture propre et personnelle, avec cette condition souvent *sine qua non* que cela ne sera jamais "assez", et qu'ils et elles seront toujours un étranger, ici ou là-bas. Quitte à en faire parfois trop, à forcer le trait, y retrouver une forme d'identité déjà issue d'une recomposition (le lieu ne s'y prêtant pas). Dans un sens comme dans l'autre.

Souvent, je vois ces jeunes se rapprocher durant ces moments liminaux, sans se couper du groupe pour autant, ils constituent un groupe parallèle momentané, soit pour des questions identitaires, soit pour des questions religieuses. Comment se construire face à cette cinglante réalité, à un âge où la construction identitaire est primordiale ?

Les jeunes femmes, de par leur genre, traversent une épreuve supplémentaire puisque parfois, selon leur tradition culturelle, familiale et religieuse, elles se retrouvent en porte-à-faux avec une société beaucoup plus permissive et ouverte, et paradoxalement parfois plus conservatrice dans

¹Laffort, B., *Quand les migrations de retour deviennent réalité. Un exemple avec le retour Des péruviens, when return migrations become a reality. The, example of peruvians who return home, Cuando las migraciones de retorno se transforman en realidad., Un ejemplo con el retorno de los peruanos*, Université de Bourgogne-Franche-Comté - UFR « Sciences du langage de l'homme et de la société », 2015.

notre pays². A nouveau : comment composer ? Je ne prendrai pas la peine de soulever la question des jeunes se reconnaissant dans la communauté LGBT, mais souligne qu'il s'agit pour elles et pour eux, d'une difficulté supplémentaire.

La question des migrants extra-continentaux est encore différente. Ces jeunes (hommes, la plupart du temps) arrivent souvent seuls, la famille étant restée au pays, ou ayant pu s'installer dans d'autres régions. Erythréens comme Syriens, Afghans ou Iraniens, ils ne migrent pas pour des raisons économiques. Soyons concrets : ils fuient la guerre, la dictature, la faim, la mort, la torture, la prison, et espèrent qu'en rejoignant une diaspora installée en Suisse, ils pourront non seulement bénéficier de conditions de vie plus agréables, mais aussi aider leurs proches restés au pays.

En réalité, il s'agit là d'une stratégie de survie, et non de confort, puisque danger de mort il y a. Il n'y a aucun plaisir, ni forme de "tourisme" à parcourir tant de kilomètres dans des conditions extrêmes. Les récents rapports de l'ONU l'attestent. Et en témoignent également, pour certain.e.s, cicatrices et balafres qu'ils portent en et sur eux, quand ce n'est pas des maux plus sournois et invisibles, comme des chocs post-traumatiques que la crise de la COVID-19 a d'ailleurs parfois réactivé.

Cette rentrée 2020 a vu augmenter les effectifs de ces élèves issus des récentes migrations. Avec la même difficulté : l'apprentissage de la langue, et une vie incertaine marquée par un Permis F, quand ce n'est pas un Permis humanitaire. A l'inverse des Européens (et des Sud-Américains), dont les langues créent des ponts spontanés et des béquilles langagières permettant à tout un chacun de comprendre au moins avec une certaine facilité le contenu des cours de culture générale, les personnes issues de cette migration-là rencontrent des difficultés plus conséquentes. Leur langue d'origine étant le tigrinya, le farsi et/ou l'arabe, et leur écriture se faisant dans un alphabet parfois radicalement différent du nôtre, ces jeunes étudiants doivent impérativement maîtriser cet outil pour espérer obtenir un diplôme, et ce-faisant, une clé d'intégration.

Heureusement, des structures existent et offrent des cours en marge de la formation obligatoire. Et, l'intégration passe aussi par la formation professionnelle, ce qui est un formidable outil ! Il permet une intégration sociale, professionnelle, sur le terrain, et offre des perspectives d'évolution (CFC, ES, maturité professionnelle, etc.). Mais est-ce si simple, et tous les acteurs jouent-ils le jeu ? Où est-il inscrit dans le cahier des charges de l'enseignant la mention « vecteur d'intégration » ?

Clairement non. Ces jeunes, au bénéfice d'un permis F, vivent avec une épée de Damoclès permanente. On l'a vu pendant la crise du printemps 2020 : même s'ils sont bien intégrés, et ont fait preuve d'une générosité et d'un don de soi exemplaires, les autorités fédérales n'ont parfois pas hésité à justifier des retours dans leur pays d'origine, même si ce dernier reste instable voire dangereux. Comment vivre avec ces attentes temporelles si longues, abstraites et incertaines ? L'équilibre psychologique de ces jeunes en est forcément impacté, et il s'agit là d'une violence mentale qu'il est difficile de mesurer.

² Advance & HSG Gender Intelligence Report 2019, in <http://www.gleichstellungs-controlling.org/wp-content/uploads/2019/09/Medienmitteilung-ADV-HSG-Gender-Intelligence-Report-2019-FR.pdf>, consulté le 9 septembre 2020.

C'est le cas notamment pour Helia Najafzadehkhoei : infirmière engagée volontairement aux HUG lors de la crise de la COVID-19. Sa demande de permis humanitaire déposée en 2018 a été soldée d'un préavis négatif au printemps dernier³. Comment, dans ce cas, qui plus est fortement médiatisé, être confiante, motivée et positive ?

Nos institutions ont fait le choix d'offrir une formation à ces jeunes, entraînant inévitablement une intégration et un désir d'établissement, ainsi qu'une participation à nos assurances sociales. Ne devrions-nous pas prendre nos responsabilités et, à la lumière des cas comme celui de Najafzadehkhoei, régulariser les personnes diplômées, intégrées et participant activement et financièrement à la vie du pays ? N'est-ce pas une obligation éthique, qu'après avoir obtenu un diplôme et payé des cotisations sociales, qu'une personne issue de la migration puisse obtenir une autorisation d'établissement ?

L'approche de l'État est fragmentée. Faute d'échanges personnels et d'expériences empiriques, on tend à déshumaniser le, la migrante et fragmenter les données : adaptation au travail, logement, santé, situation du pays d'origine, etc. « Une telle approche conduit à ignorer le parcours du migrant et le sens que revêt ce parcours pour le pays d'origine, la société d'accueil, et l'immigré lui-même »⁴. Devant ce constat, comment (re)considérer les politiques migratoires, et de manière subséquente, l'intégration ?

Parce qu'il s'agit d'êtres humains, il faut imaginer une approche plus humaniste. Or, la manière souvent ethnocentriste de traiter les dossiers aujourd'hui ne l'est, pour ma part, clairement pas.

La définition même du mot « migrant » est problématique. « Expats » quand ils viennent à Genève et appartiennent à la bonne société, « réfugiés » quand ils fuient pour survivre, « migrants » quand ils se déplacent d'un pays à l'autre pour des raisons diverses... Qui place ces êtres humains dans des catégories et quels en sont les critères ?

Dans le cadre de ma pratique enseignante, l'objectif reste évidemment l'enseignement. A savoir, pour ce qui est de l'ECG, une introduction du droit, une présentation de nos institutions, le fonctionnement de notre économie et les outils de communication, le développement durable, la rédaction, l'argumentation, etc. Cependant, force est de constater que la pratique s'est grandement complexifiée.

L'accompagnement pédagogique des étudiants des classes AFP dont il est question nécessite définitivement une implication professionnelle, émotionnelle bien plus grande, avec ce que cela comporte de patience, de résilience et d'intelligence puisque chacun.ne doit être pris en considération dans ses spécificités. Le groupe-classe n'est plus homogène (il n'a jamais vraiment été) et est de plus en plus hétéroclite.

L'enseignant.e doit pouvoir porter diverses casquettes et pratiquer l'enseignement différencié : pédagogue, mais aussi vecteur d'intégration, enseignant de français de type FLS parfois, intégration de la méthode FALC, prise en considération des DYS, etc... Sans parler de la confrontation directe avec ces « cabossés de et par la vie » qui témoignent de parcours qui impactent inmanquablement les sensibilités. Pour autant que l'on s'intéresse à eux et que notre enseignement parte de leurs connaissances et de leurs représentations (socio-constructivisme), et qu'il ne soit plus purement magistral. Il est donc à la charge de l'enseignant.e de s'impliquer de plus en plus, au risque parfois de s'épuiser.

³ <https://www.letemps.ch/suisse/geneve-se-mobilise-sauver-une-infirmiere-iranienne>

⁴ <https://www.cairn.info/revue-terrains-et-travaux-2004-2-page-173.htm#>

Et malheureusement il semble que cela ne soit pas prêt de s'arrêter. Anthropologiquement parlant, nous savons que les flux migratoires tendent à augmenter, pas seulement pour des raisons géo-politiques, mais aussi pour des raisons environnementales et climatiques. L'histoire atteste depuis longtemps déjà des déplacements de populations, depuis l'Antiquité même, et notamment pour des raisons environnementales. Ce sont souvent des migrations internes, des déplacements de populations, avec l'espoir du retour sans doute. Mais parfois aussi, elles prennent la route pour parcourir de longues distances, comme ce fut le cas de Goths à la fin de l'empire romain d'Occident. Avec l'accentuation du dérèglement climatique, et le pillage des ressources et des matières premières nécessaires au développement des nouvelles technologies, je pense que cette histoire risque de se répéter.

Alors bien que les mouvements écologistes et ceux de gauche appellent à une certaine sobriété dans les domaines de la consommation et dans celui du numérique, les discours contradictoires sont légion. Appels à la consommation pour pallier au déficit économique (lié notamment à l'actuelle pandémie), mais éviter de plus en plus l'accessoire et acheter de préférence du BIO du bout du monde pour "préserver" la planète (augmentant ainsi le bilan carbone) ; préférer les circuits courts et soutenir nos producteurs mais continuer à utiliser des pesticides néfastes pour la santé et l'environnement ; choisir l'efficacité énergétique et éteindre ses appareils, mais se précipiter sur les promesses de la 5G alors qu'elle promet une surconsommation d'énergie et de ressources minières, une démultiplication des objets connectés, une intensification des usages et une surexposition aux ondes non-ionisantes.

La dissonance cognitive sociale actuelle est extrêmement complexe et les citoyens et consommateurs ont de quoi être perdus. Le surplus de bien-être acquis aux dépens de certaines régions du monde n'implique-t-il pas de nouvelles responsabilités ? Quel est le rôle des lobbys, des médias, des politiques ? Et pour quelles conséquences environnementales, climatiques et humaines ?

Quel rapport avec la migration, me demanderez-vous ? La qualité de vie que promettent les sociétés occidentales depuis les Trente Glorieuses implique un coût, et celui-ci engendre l'appauvrissement pernicieux de l'hémisphère sud principalement, et des situations géo-politiques plus que tendues dans les pays producteurs des matières premières nécessaires à la consommation des pays industrialisés. L'entreprise Vale, qui a son siège en Suisse romande, dont l'un des barrages s'est effondré au Brésil, en est un exemple parmi d'autres : déplacements de populations internes importants, et mort d'un écosystème entier. Si ce n'est naturellement pas l'objet du présent témoignage de faire le procès de ces multinationales et de dénoncer les politiques qui rendent possibles ces situations, je voudrais souligner que ces cas s'accompagnent de conséquences économiques, sociales et environnementales qui impactent directement notre pays. C'est une question d'éthique évidente, tant que ce n'est pas (encore) une question de droit.

Aujourd'hui nous ne pouvons donc plus faire l'économie d'une pensée globale et transversale, dans un monde et un quotidien mondialisés, afin de prendre nos responsabilités face à la migration internationale, et à sa composante fondamentalement humaine. Parce que c'est au quotidien, dans nos rues, dans nos classes, dans nos institutions, qu'elle s'insère, bon gré, mal gré. Faisant parfois le lit de certains nationalismes, forçant le trait et les clichés, générant des situations dramatiques comme celle de l'infirmière genevoise citée précédemment. Nous ne

pouvons nier ces mouvements, avec leurs problématiques et leurs spécificités. Devant ce constat : que faire et comment le faire ?

Je ne pense évidemment pas ici apporter de solutions, ce n'est pas le propos. Peut-être faudrait-il s'inspirer de nos voisins européens, notamment néerlandais ? Au moins, peut-être ouvrir quelque peu le débat, penser l'exil de manière plus complexe et transversale, faire l'économie d'un certain ethnocentrisme et se défaire d'une pensée historique héritée de l'Ecole des Annales. J'espère que cet humble témoignage aura peut-être su élargir ces questions. Car à chaque moment d'enseignement, ce sont toutes ces réalités que je perçois dans le regard de mes étudiants, tant qu'ils sont autorisés à étudier. Mais après ?